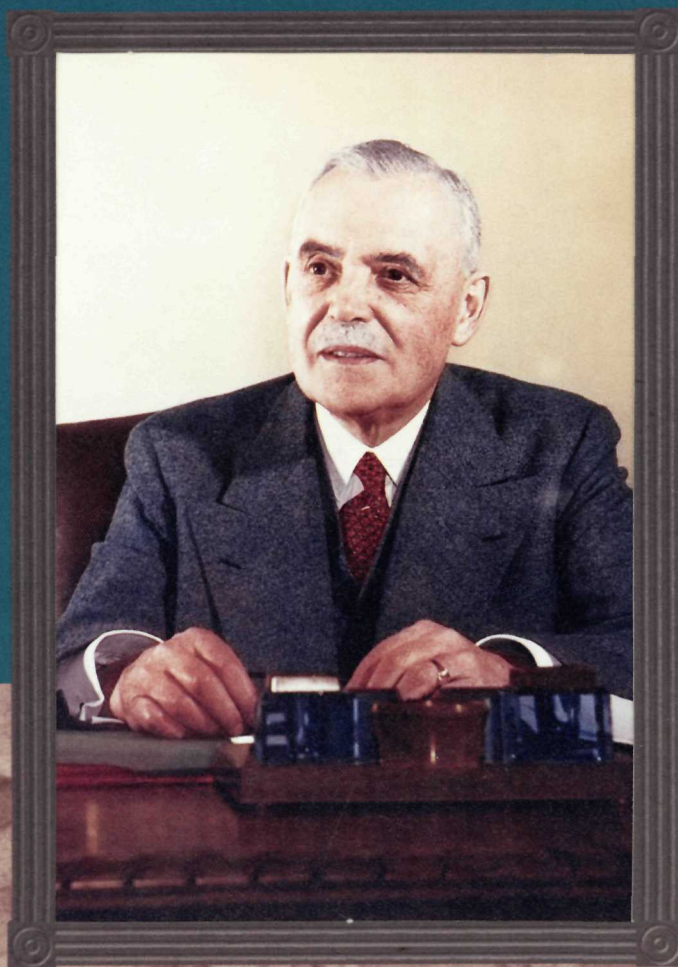


Louis-S. St-Laurent



DEUX CARRIÈRES
UN CHEMINEMENT

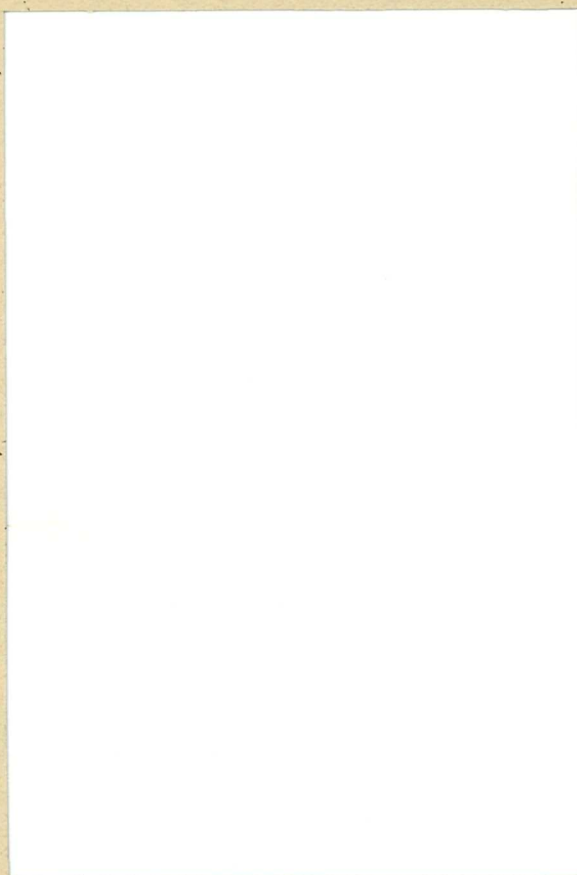


Patrimoine canadien
Parcs Canada

Canadian Heritage
Parks Canada

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	Page 1
L'enfant de Compton	Page 2
L'avocat des grandes compagnies	Page 4
L'homme des prises de position	Page 6
Le constitutionnaliste engagé	Page 8



Le mobilisé	Page 10
L'homme de King	Page 12
L'architecte de la politique extérieure	Page 14
Le premier mandat du premier ministre	Page 15
Le second mandat du premier ministre	Page 18
Le démobilisé	Page 22

DEUX CARRIÈRES, UN CHEMINEMENT

Quand **Louis-Stephen St-Laurent** devient avocat en 1905, il ignore que quarante années le séparent du début d'une seconde carrière : celle de politicien qu'il exercera pendant seize ans. Même s'il n'éprouve aucun attrait pour la politique, des circonstances exceptionnelles le forcent, en 1941, à devenir ministre de la Justice dans le cabinet de Mackenzie King.

*«J'appris dans
cette commune,
non par le
précepte, mais
par l'exemple,
qu'il est possible
pour les gens de
bonne volonté de
vivre et de laisser
vivre sans avoir
à sacrifier aucun
des biens essentiels
auxquels tout
groupe désire
s'attacher.»*

Louis St-Laurent



Louis St-Laurent en 1948
Parcs Canada

Né d'une mère anglophone et d'un père francophone, St-Laurent est élevé selon les principes rigoureux de l'époque. Rapidement, il apprend les deux langues et est profondément marqué par le rôle de médiateur que son père, marchand général, exerce auprès des communautés anglophone et francophone de Compton.

Tout au long de ses deux carrières, les attitudes, les réflexions et les décisions de St-Laurent seront imprégnées des influences de son premier milieu de vie : celui de la famille et du village majoritairement anglophone de Compton.

L'ENFANT DE COMPTON

Louis-Stephen St-Laurent est né à Compton dans les Cantons-de-l'Est, le 1^{er} février **1882**. Il est le fils aîné de Jean-Baptiste Moïse St-Laurent, marchand général, et de Mary Ann Broderick, institutrice anglophone de descendance irlandaise.



Jean-Baptiste Moïse St-Laurent, vers 1880-1890
Parcs Canada



Mary Ann Broderick, vers 1881-1882
Parcs Canada



St-Laurent et sa famille. Louis est le premier à droite.
Archives nationales du Canada, C-18780



Louis St-Laurent, enfant
Archives nationales du Canada, C-9823



St-Laurent au moment de la collation des grades en 1905
Parcs Canada

C'est au Séminaire Saint-Charles Borromée de Sherbrooke puis à l'Université Laval à Québec qu'il entreprend et complète de brillantes études en droit pour être reçu avocat en **1905**, à l'âge de 23 ans.

Bien qu'ayant grandi dans un milieu politisé, St-Laurent n'a pas d'ambition politique et désire seulement poursuivre sa carrière de juriste.

Compton

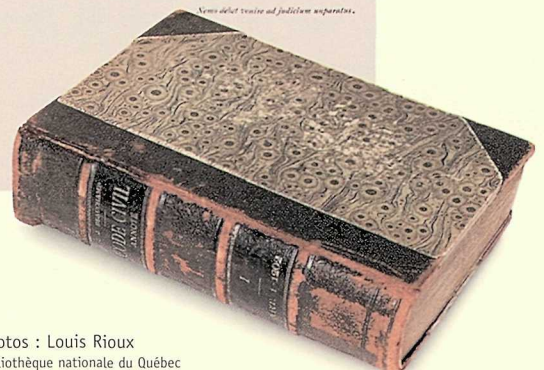
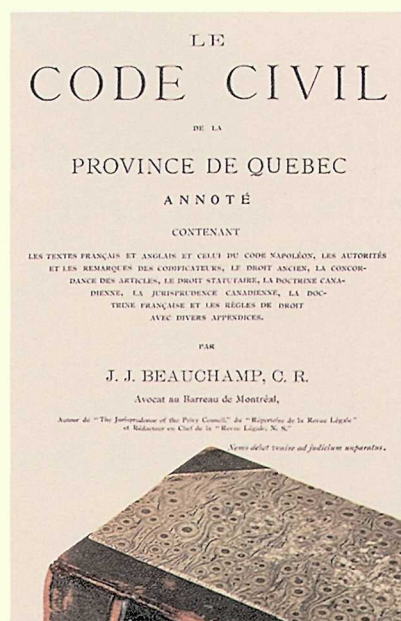
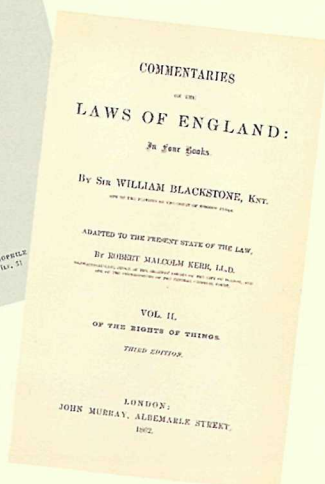
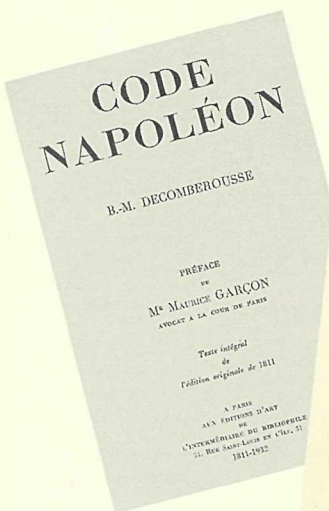
L'AVOCAT DES GRANDES COMPAGNIES

Élève talentueux, St-Laurent commence sa carrière dans le cabinet de Louis-Philippe Pelletier, son professeur de droit à l'Université Laval.

En **1908**, il se joint à l'étude d'Antonin Galipeault. Avocat bilingue, St-Laurent maîtrise parfaitement les deux grandes assises du droit canadien : le Code civil français et le Common Law britannique. Ses profondes connaissances de la législation en font un spécialiste dans la défense des intérêts des compagnies anglo-saxonnes et américaines établies au Québec.



St-Laurent juriste
Parcs Canada



Photos : Louis Rioux
Bibliothèque nationale du Québec

St-Laurent Gatineau

En 1912, St-Laurent remporte une importante victoire aux dépens du Canadien Pacifique. Le quotidien *New York World* le remarque et lui propose de devenir son conseiller juridique. D'autres firmes américaines suivront cet exemple.

Avocats

NEW YORK WORLD

**GATINEAU
POWER
CORP.**

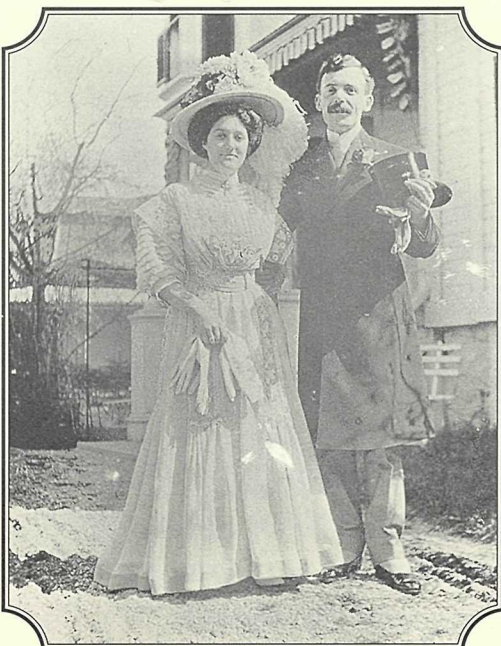
WILSIL LTD

Les Prévoyants du Canada

WILLIAM PRICE PAPER CO.

1905...

Entre-temps, le 19 mai 1908, St-Laurent épouse Jeanne Renault, fille d'un marchand de Beauceville. Leurs cinq enfants grandiront dans la vaste demeure qu'il fait construire rue Grande-Allée à Québec.

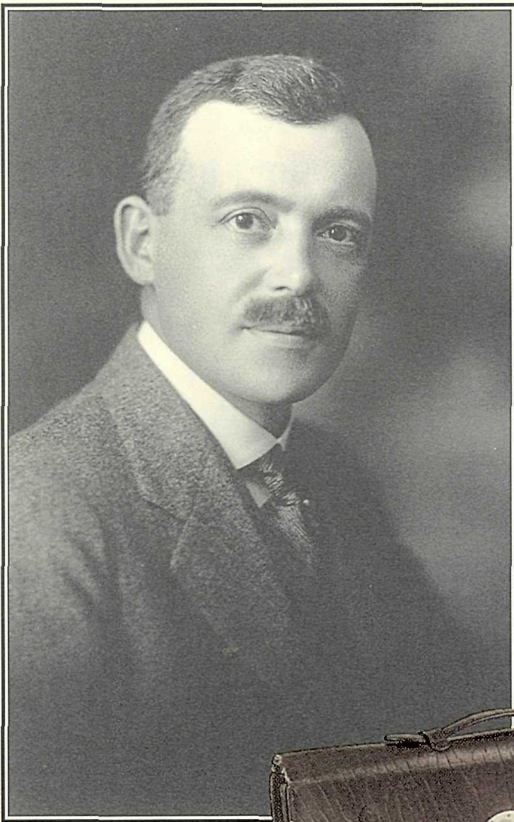


Louis et Jeanne, le jour de leur mariage en 1908
Archives nationales du Canada, C-10181



Jeanne St-Laurent et ses trois premiers enfants : Marthe, Renault et Jean-Paul
Archives nationales du Canada, C-9835

L'HOMME DES PRISES DE POSITION



St-Laurent, vers 1925
Parcs Canada

En plus de continuer à assumer son rôle auprès des grandes compagnies, St-Laurent multiplie ses activités :

- *Il accepte, en 1914, de succéder à Louis-Philippe Pelletier comme professeur de droit à l'Université Laval.*
- *Il participe aux activités de l'Association du Barreau canadien qu'il a contribué à fonder en 1914 et dont il assumera la présidence en 1931 et 1932.*



- *Il accepte, au début des années vingt, de prendre la parole lors d'événements à caractère social et mondain.*

L'idée d'un Canada uni reposant sur la coexistence et la collaboration de deux peuples mis en présence l'un de l'autre par une volonté divine est son sujet de prédilection.

Ainsi, c'est en ces termes qu'il s'adresse aux étudiants du Séminaire de Sherbrooke :

« Cette dualité de culture est en elle-même une protection contre l'extrémisme. Cela nous rend tolérants par nature. Nous admettons la liberté des autres pourvu qu'on respecte la nôtre. »

1914



Le Barreau de Québec, 1922-1923
Parcs Canada

En **1923**, St-Laurent quitte l'étude de Galipeault et fonde son propre cabinet.



Réunion annuelle de l'Association du Barreau canadien à Régina, Saskatchewan, en 1928
Parcs Canada

LE CONSTITUTIONNALISTE ENGAGÉ

1929. La Bourse de New York s'effondre. Pour l'Amérique et le monde, la misère remplace l'opulence des années folles.



Miséreux et chômeurs devant le refuge Meurling à Montréal
Ville de Montréal, Z 35

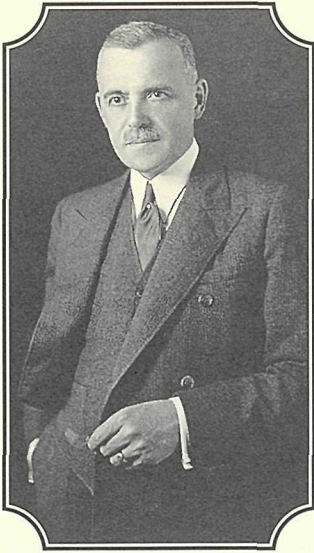


Richard Bedford Bennett
Archives nationales du Canada, C-49730

Au Canada, le gouvernement conservateur de Bennett, élu en **1930**, propose aux Canadiens une série de mesures législatives pour relancer l'économie du pays. Ces réformes, votées par le Parlement en **1935**, sont perçues comme une version canadienne du «New Deal» américain. Elles portent sur une taxation progressive, l'assurance-chômage, l'assurance-maladie, le salaire minimum, les pensions de vieillesse et d'autres réformes sociales importantes.

Toutefois, certaines d'entre elles empiètent considérablement sur le secteur législatif des provinces.

Les Canadiens, excédés par l'inefficacité du gouvernement, ne trouvent pas ces mesures convaincantes. Bennett est battu en **1935**. Le libéral Mackenzie King affronte alors les provinces qui dénoncent le «New Deal» canadien. King fait appel à Louis St-Laurent, reconnu à l'échelle nationale comme spécialiste en matière de droit constitutionnel.



St-Laurent, vers 1935
Parcs Canada

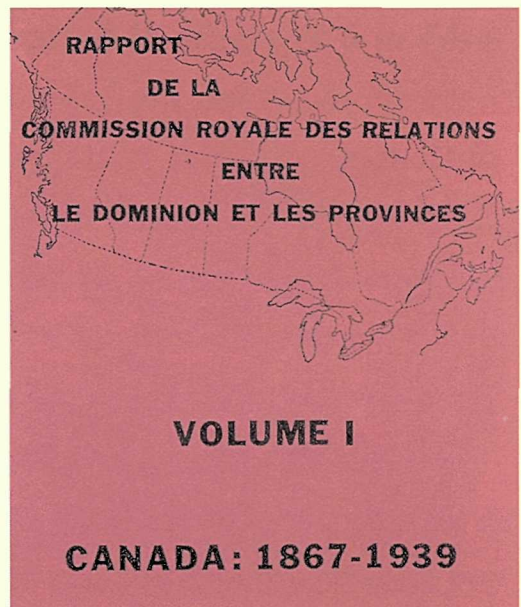
On a recours au Conseil privé de Londres pour trancher la question. Même si le jugement du plus haut tribunal du Commonwealth donne raison aux provinces en déclarant «ultra vires» la plus grande partie du «New Deal» canadien, St-Laurent apparaît malgré tout comme l'un des plus brillants juristes au Canada.

De **1937 à 1940**, St-Laurent est conseiller juridique auprès de la commission Rowell-Sirois. Cette commission, chargée d'évaluer la répartition des pouvoirs entre les provinces et le fédéral, siège d'un bout à l'autre du pays. Les audiences de la commission confirment à St-Laurent la nécessité d'un pouvoir central fort au sein de la Confédération.



Le Parlement britannique où siège le Conseil privé de Londres
Parcs Canada

COMMISSION ROWELL- SIROIS



Le premier des trois volumes du rapport de la commission Rowell-Sirois. Onze études et huit appendices complètent ce rapport.
Photo : Louis Rioux
Bibliothèque nationale du Québec

Toutefois, les sombres nuages qui s'accumulent au-dessus de l'Europe viennent mettre en veilleuse le dossier des relations fédérales-provinciales.

LE MOBILISÉ

«Es würde ein Frevel sein, wenn wir jemals sinken liessen, was mit soviel Arbeit, soviel Sorgen, soviel Opfern und soviel Not errungen werden musste.»¹

Le 1^{er} septembre 1939, les troupes allemandes envahissent la Pologne. Le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne. Le 10, le Canada entre officiellement en guerre contre l'Allemagne.



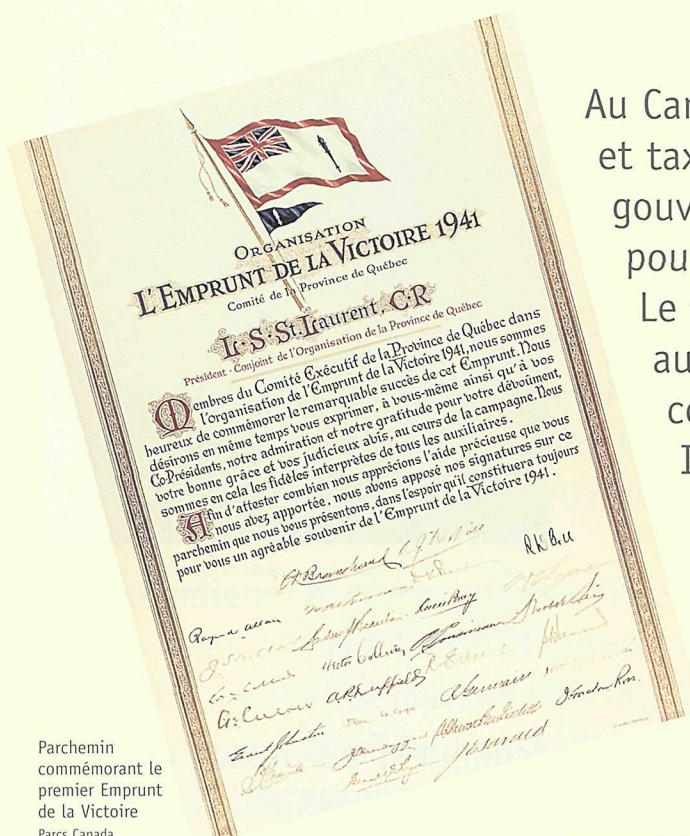
Le Führer Adolf Hitler pendant un discours
Archives nationales du Canada, PA-130023

Le 10 mai 1940, les forces hitlériennes envahissent les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique. C'est la «blitzkrieg», la guerre-éclair. Le 3 juin, la «Wehrmacht» attaque la France. Le 14 juin, les Allemands occupent Paris.

1941

Au Canada, la hausse des impôts et taxes décrétée par le gouvernement est insuffisante pour financer l'effort de guerre. Le fédéral doit emprunter auprès des banques, des compagnies et... du peuple. Il instaure ainsi les obligations de la victoire.

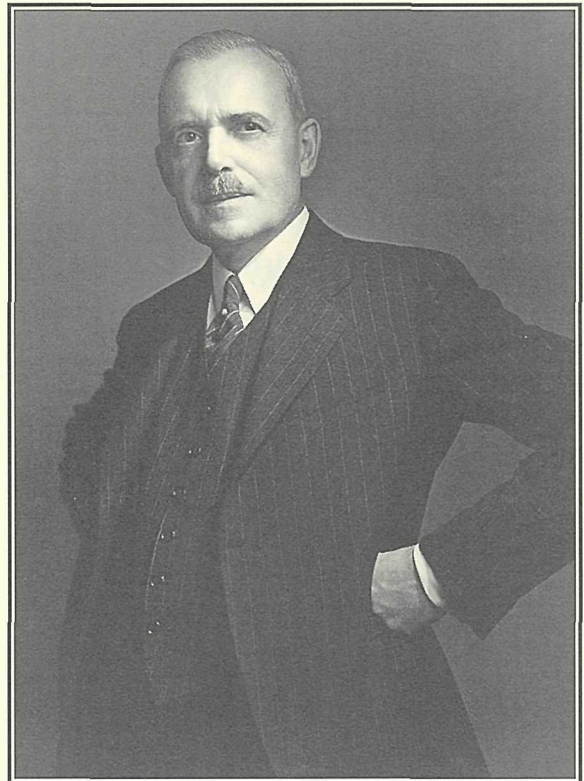
À Québec, Louis St-Laurent coprésède la première campagne de l'Emprunt de la Victoire.



Parchemin commémorant le premier Emprunt de la Victoire
Parcs Canada

¹ «Ce serait un grave méfait si jamais nous abandonnions ce que nous avons acquis par tant de travail, tant de peines, tant de sacrifices et tant de misère.»

En novembre **1941**, le décès subit de l'honorable Ernest Lapointe amène Mackenzie King à confier le poste de ministre de la Justice à St-Laurent. Assermenté à Ottawa le 10 décembre, alors qu'il n'a pas encore été élu député, il déclare avoir accepté ce poste par devoir et seulement pour la durée de la guerre.



Louis St-Laurent
Parcs Canada



Affiche de guerre entre 1941-1945
Archives nationales du Canada, C-91437

«Si je n'avais eu la conviction que notre Canada pouvait être exposé aux deuils et aux souffrances, à la misère et à la désolation qui ont balayé la France et les autres pays sur lesquels la vague hitlérienne a déferlé en Europe, je serais resté tranquillement chez moi à l'exercice de ma profession. Je ne me serais senti aucune obligation morale d'acquiescer à la demande du chef de notre gouvernement, mais le peu que je pouvais faire, il était en droit de me le demander.»

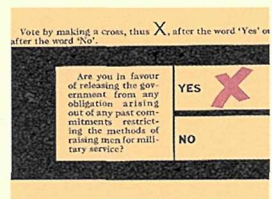
Le 9 février **1942**, St-Laurent remporte les élections partielles dans la circonscription de Québec-Est et devient officiellement député de la Chambre des communes.

L'HOMME DE KING

Le ministre de la Justice est, à cette époque, l'homme fort du cabinet, le bras droit du premier ministre. Aussi St-Laurent se retrouve-t-il à la tête d'importants dossiers : la sécurité interne par l'intermédiaire de la Gendarmerie Royale du Canada dont il est responsable, les relations fédérales-provinciales, le débat sur le drapeau, les allocations familiales et la conscription.

1942

Le 27 avril 1942, le plébiscite sur la conscription délie le gouvernement de ses promesses. Le Canada anglais appuie unanimement l'engagement du gouvernement à imposer la conscription, alors que 90% des Québécois francophones s'opposent à la mobilisation générale. Le pays est divisé.



Le Red Ensign canadien
Parcs Canada

En 1944, le conflit exige de plus en plus de soldats. Mackenzie King, après bien des hésitations, impose finalement la conscription pour le service outre-mer. St-Laurent appuie son chef. Les libéraux comptent sur lui pour convaincre les francophones de la nécessité de prendre les armes.



Soldats du Royal 22^e Régiment en Angleterre, août 1944
Archives du Musée du Royal 22^e Régiment, Ph3/172/15

La position de St-Laurent est difficile et lui vaut alors de nombreuses critiques. Au Québec, on lui reproche notamment d'entraîner ses compatriotes dans un conflit étranger. À l'opposé, les impérialistes anglophones lui reprochent ses déclarations contre la métropole londonienne.

L'après-guerre

Le conflit terminé, les nations du monde recommencent à vivre. St-Laurent, comme les soldats qui regagnent leur foyer, demande sa démobilisation afin de retourner à son étude.

Mais King a besoin d'hommes pour reconstruire le pays. Cédant aux pressions, St-Laurent accepte le portefeuille des Affaires extérieures.



1946



Igor Gouzenko interviewé à la télévision en 1966, vingt ans après sa défection de l'ambassade soviétique.
Archives nationales du Canada, PA-129625

Entre-temps, l'affaire Gouzenko éclate. Les Canadiens apprennent avec stupeur l'existence d'un important réseau d'espionnage soviétique à Ottawa, réseau alimenté par des ministères fédéraux, des universités et même l'armée canadienne !

Au même moment, le monde entier apprend que la Russie possède la bombe atomique.

C'est le début de la guerre froide.

L'ARCHITECTE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Avec l'arrivée de St-Laurent aux Affaires extérieures, une impulsion nouvelle est donnée à la politique extérieure du Canada.

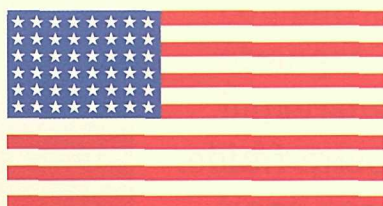
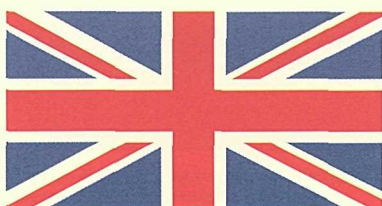
Au printemps de **1945**, il participe à la conférence de fondation de l'Organisation des Nations Unies. À cette occasion, St-Laurent propose que l'ONU se pourvoie d'une force pour le maintien de la paix.

1946



Après la guerre, devant l'influence communiste sans cesse grandissante, il appuie fortement l'idée de ce qui deviendra, en **1949**, l'Organisation de Traités de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au Canada, certaines personnes désapprouvent l'attitude de St-Laurent face à l'Angleterre; les politiques du ministre se rapprochent plus de celles de Washington que de celles de Londres. Cette orientation renverse en quelque sorte les alliances traditionnelles.



Le Canada à l'O.N.U. M. Louis Saint-Laurent demande un Conseil de sécurité fort et le désarmement mondial

Le ministre des Affaires extérieures prononce son premier discours à l'Assemblée générale des Nations Unies — Un Conseil de Sécurité avec les pouvoirs nécessaires pour faire respecter les décisions adoptées — Le désarmement pour que la force productive du monde soit employée à l'amélioration des conditions de vie de tous les peuples

(Dernière heure)
New-York, 29 (C.N.A.) — Le Canada a demandé aujourd'hui aux Nations Unies de donner au Conseil de Sécurité, et le plus tôt possible, les pouvoirs nécessaires pour renforcer les "décisions appropriées" pour maintenir la paix mondiale, et a demandé en même temps une réduction mondiale des armements "tels que la force productive du monde soit employée à l'amélioration des conditions de vie de tous les peuples".
M. Louis St-Laurent, chef de la délégation canadienne à l'Assemblée générale des Nations Unies, a dit aux représentants des 51 Nations Unies.
"Il nous semble qu'il serait dans l'intérêt de tous les membres des Nations Unies de voir le Conseil de Sécurité bien tenu et prêt à faire à renforcer les décisions appropriées pour le maintien de la paix mondiale, et que l'on étudie sérieusement aussi la réduction mondiale des armements, afin que la force productive du monde soit ainsi employée à améliorer les conditions de vie de tous les peuples."
Le ministre des Affaires extérieures prononçant son premier discours à l'Assemblée générale, a dit qu'il espérait que les Nations Unies pourraient faire quelque chose de plus que de discuter et de voter des résolutions.
"Nous sommes convaincus que le Conseil de Sécurité aura le pouvoir de faire respecter les décisions adoptées et que l'on étudie sérieusement aussi la réduction mondiale des armements, afin que la force productive du monde soit ainsi employée à améliorer les conditions de vie de tous les peuples."
Le ministre des Affaires extérieures prononçant son premier discours à l'Assemblée générale, a dit qu'il espérait que les Nations Unies pourraient faire quelque chose de plus que de discuter et de voter des résolutions.
"Nous sommes convaincus que le Conseil de Sécurité aura le pouvoir de faire respecter les décisions adoptées et que l'on étudie sérieusement aussi la réduction mondiale des armements, afin que la force productive du monde soit ainsi employée à améliorer les conditions de vie de tous les peuples."

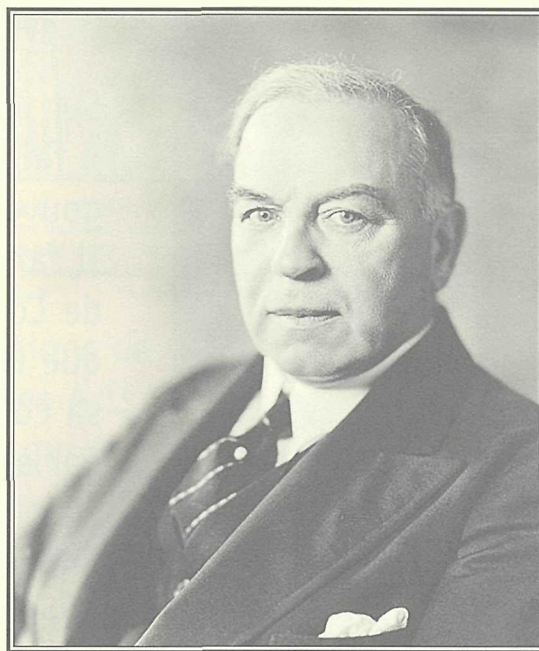
1948

Au Québec, entre-temps, les élections de **1948** reporte Maurice Duplessis au pouvoir.

LE PREMIER MANDAT DU PREMIER MINISTRE

À la suite de la démission de Mackenzie King, Louis St-Laurent est assermenté comme premier ministre le 15 novembre **1948**. Il devient le deuxième francophone à occuper ce poste à Ottawa.

William Lyon Mackenzie King
Archives nationales du Canada, C-13225



Louis St-Laurent en 1948
Parcs Canada

1948

L'année suivante, St-Laurent déclenche des élections. «*Uncle Louis*»² mène son parti à la victoire avec une majorité sans précédent aux dépens du conservateur George Drew.

«À l'intérieur, nous chercherons à assurer à tout Canadien comme minimum, un niveau convenable de bien-être et de sécurité sociale. Pour la nation, nous voulons maintenir et développer son unité fondée sur l'égalité des chances pour tous et l'attachement profond à notre patrie.

Dans les affaires internationales, notre objectif sera le maintien intégral de la liberté d'un Canada prêt à collaborer librement avec les autres nations pour accroître la prospérité partout et assurer la paix dans le monde.»

² En tournée dans l'Ouest, St-Laurent prononce un discours improvisé à un groupe d'enfants d'une école locale du nord de l'Alberta, venus le saluer à la gare. Ses paroles simples et pleines d'espérance sur l'avenir des jeunes Canadiens sont grandement appréciées par son auditoire. Un reporter couvrant la tournée surnomme alors le premier ministre «Uncle Louis». Le surnom lui resta.

Le dynamisme des années cinquante

St-Laurent dirige un cabinet composé, entre autres, des Pearson, Howe, Abbott et Claxton.



Le très honorable Vincent Massey,
premier gouverneur général d'origine
canadienne
Archives nationales du Canada, PA-144172

Sur le plan de l'autonomie nationale, il fait adopter la nomination d'un gouverneur général d'origine canadienne. Il fait abolir le recours au Conseil privé de Londres et suggère publiquement que le Canada puisse amender lui-même sa constitution. Par ailleurs, c'est sous son premier mandat que Terre-Neuve devient, le 31 mars **1949**, la dixième province canadienne.



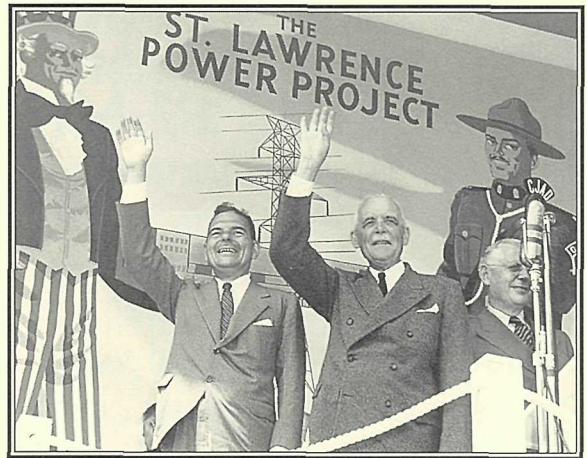
Sur la scène internationale, le Canada affirme graduellement sa souveraineté grâce à la politique de St-Laurent. L'OTAN devient une réalité. Sous l'égide de l'ONU, le gouvernement canadien expédie des troupes en Corée.



Les troupes canadiennes en Corée
Parcs Canada

St-Laurent devient un pilier des conférences du Commonwealth. Il en profite pour raffermir les liens du Canada avec les principaux États du monde libre.

La guerre de Corée relance l'économie canadienne. Le gouvernement St-Laurent s'attaque alors à d'importantes réalisations, soit la route transcanadienne et la voie maritime du Saint-Laurent.



Cérémonies officielles marquant l'inauguration des travaux de la voie maritime du Saint-Laurent, le 20 août 1954
De gauche à droite : Thomas E. Dewey, gouverneur de l'État de New York, Louis St-Laurent et Leslie M. Frost, premier ministre de l'Ontario
Parcs Canada

St-Laurent poursuit aussi sa politique sociale : allocations familiales, assurance-chômage, pensions de vieillesse, aide aux universités et création du Conseil des Arts. Ces mesures inquiètent cependant certaines provinces qui accusent Ottawa d'empiéter sur des domaines qui leur appartiennent de droit et de fait. La tension croissante que l'on remarque dans les conférences constitutionnelles de l'époque reflète cette situation.

Membre de la Canadian Press et de la Canadian Daily Newspaper Association

LE DEVOIR

MONTREAL, MARDI 3 JUIN 1953

Tirage certifié par l'Audit Bureau of Circulations

A OTTAWA

Les pensions de vieillesse commenceront à être versées le 1er janvier prochain

M. Saint-Laurent annonce la tenue d'une session d'automne — Les Châmbres seront ajournées à la fin du mois — 700.000 Canadiens toucheront des pensions — Les libéraux bloquent une manœuvre de l'opposition conservatrice

Ottawa 5 et P. 1 — Le premier des ajournements de la session actuelle de M. Saint-Laurent a été décidé par le Parlement hier soir. Les Châmbres seront ajournées jusqu'au début d'octobre prochain. Elle sera généralement reconvenue à l'été ou au début de l'automne, et à la session de novembre et à celle de décembre, qui n'auront pas été décidées.

Cette déclaration du premier ministre est venue au moment où il exposait devant les députés les détails de son plan de pensions à payer prochain.

Le plan dont il a été parlé au premier ministre a précisé que le gouvernement sera prêt à adopter certains des recommandations de la Commission Turgeon sur les pensions.

Le premier ministre a dit que l'étude de ce plan sera faite par le Parlement d'ici à la fin de l'été. Les députés ont dit qu'ils seraient prêts à adopter le plan si le gouvernement est prêt à le faire.

Le premier ministre a dit que le plan sera étudié par le Parlement d'ici à la fin de l'été. Les députés ont dit qu'ils seraient prêts à adopter le plan si le gouvernement est prêt à le faire.

Le premier ministre a dit que le plan sera étudié par le Parlement d'ici à la fin de l'été. Les députés ont dit qu'ils seraient prêts à adopter le plan si le gouvernement est prêt à le faire.

1953

Ailleurs dans le monde, la puissance américaine se manifeste. De nouvelles valeurs, de nouveaux héros sont imposés à l'Amérique par les «baby-boomers». L'inauguration du réseau de télévision de Radio-Canada en 1952 permet au Canada de rejoindre les États-Unis dans l'ère des communications électroniques.



Photo : Robert Piette
Parcs Canada

LE SECOND MANDAT DU PREMIER MINISTRE

En **1953**, St-Laurent obtient un second mandat de l'électorat canadien. Le Québec, qui vient de reporter à nouveau Maurice Duplessis au pouvoir avec, cette fois, une très forte majorité, appuie St-Laurent.

Le premier ministre entreprend alors un voyage à l'étranger pour consolider les liens du Canada avec l'Orient. En plusieurs occasions, il livre son message :

«Il semblerait que, dans ce monde-ci, il n'y a que les idées malsaines qui ont un attrait qui rayonne et qui stimule et pour lesquelles on se sente disposé à faire des croisades. Bien, mes amis, nous avons le devoir de faire la croisade du juste milieu. Nous avons ce devoir envers nous-mêmes, envers notre génération et envers les générations qui nous suivront.»



St-Laurent et le premier ministre indien, Jawaharlal Nerhu, en février 1954
Parcs Canada



St-Laurent passe en revue une garde d'honneur sud-coréenne à Séoul, en mars 1954
Parcs Canada



St-Laurent et le premier ministre japonais, Shigaru Yoshida, en mars 1954
Parcs Canada

1953

Pendant ce temps, le gouvernement de Maurice Duplessis, dans le but d'affirmer l'autonomie québécoise, décrète un impôt sur le revenu de 15%.

D'IMPÔT
à verser annuellement le TAUX DE

Revenu	Taux	Montant
0 - 100	0%	0
100 - 200	1%	1
200 - 300	2%	2
300 - 400	3%	3
400 - 500	4%	4
500 - 600	5%	5
600 - 700	6%	6
700 - 800	7%	7
800 - 900	8%	8
900 - 1000	9%	9
1000 - 1100	10%	10
1100 - 1200	11%	11
1200 - 1300	12%	12
1300 - 1400	13%	13
1400 - 1500	14%	14
1500 - 1600	15%	15
1600 - 1700	16%	16
1700 - 1800	17%	17
1800 - 1900	18%	18
1900 - 2000	19%	19
2000 - 2100	20%	20
2100 - 2200	21%	21
2200 - 2300	22%	22
2300 - 2400	23%	23
2400 - 2500	24%	24
2500 - 2600	25%	25
2600 - 2700	26%	26
2700 - 2800	27%	27
2800 - 2900	28%	28
2900 - 3000	29%	29
3000 - 3100	30%	30
3100 - 3200	31%	31
3200 - 3300	32%	32
3300 - 3400	33%	33
3400 - 3500	34%	34
3500 - 3600	35%	35
3600 - 3700	36%	36
3700 - 3800	37%	37
3800 - 3900	38%	38
3900 - 4000	39%	39
4000 - 4100	40%	40
4100 - 4200	41%	41
4200 - 4300	42%	42
4300 - 4400	43%	43
4400 - 4500	44%	44
4500 - 4600	45%	45
4600 - 4700	46%	46
4700 - 4800	47%	47
4800 - 4900	48%	48
4900 - 5000	49%	49
5000 - 5100	50%	50
5100 - 5200	51%	51
5200 - 5300	52%	52
5300 - 5400	53%	53
5400 - 5500	54%	54
5500 - 5600	55%	55
5600 - 5700	56%	56
5700 - 5800	57%	57
5800 - 5900	58%	58
5900 - 6000	59%	59
6000 - 6100	60%	60
6100 - 6200	61%	61
6200 - 6300	62%	62
6300 - 6400	63%	63
6400 - 6500	64%	64
6500 - 6600	65%	65
6600 - 6700	66%	66
6700 - 6800	67%	67
6800 - 6900	68%	68
6900 - 7000	69%	69
7000 - 7100	70%	70
7100 - 7200	71%	71
7200 - 7300	72%	72
7300 - 7400	73%	73
7400 - 7500	74%	74
7500 - 7600	75%	75
7600 - 7700	76%	76
7700 - 7800	77%	77
7800 - 7900	78%	78
7900 - 8000	79%	79
8000 - 8100	80%	80
8100 - 8200	81%	81
8200 - 8300	82%	82
8300 - 8400	83%	83
8400 - 8500	84%	84
8500 - 8600	85%	85
8600 - 8700	86%	86
8700 - 8800	87%	87
8800 - 8900	88%	88
8900 - 9000	89%	89
9000 - 9100	90%	90
9100 - 9200	91%	91
9200 - 9300	92%	92
9300 - 9400	93%	93
9400 - 9500	94%	94
9500 - 9600	95%	95
9600 - 9700	96%	96
9700 - 9800	97%	97
9800 - 9900	98%	98
9900 - 10000	99%	99

TPI ARRÊTÉE 1954

PROVINCE DU QUÉBEC

DECLARATION D'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU DES PARTICULIERS

DES PARTICULIERS

* A L'USAGE DES PARTICULIERS, tout ceux qui déclarent des revenus sont tenus de déclarer, dans le tableau ci-dessus, le revenu gagné par eux ou par leur conjoint ou conjointement, au cours de l'année, et de payer l'impôt provincial sur le revenu qui s'y applique, s'il en est, au plus tard le 30 AVRIL 1954 au SERVICE DE L'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU, Hôtel du Gouvernement, Québec.

* TOUTES LES AUTRES PARTICULIERS utilisent la formule TPI

* UNE DECLARATION SIGNÉE avec le paiement du solde d'impôt est reçue en compte, au plus tard le 30 AVRIL 1954 au SERVICE DE L'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU, Hôtel du Gouvernement, Québec.

* TOUT RETARD de production entraîne une peine de 5% de l'impôt imposé au 30 avril 1954.

MON NOM DE FAMILLE EST (à inscrire en lettres)

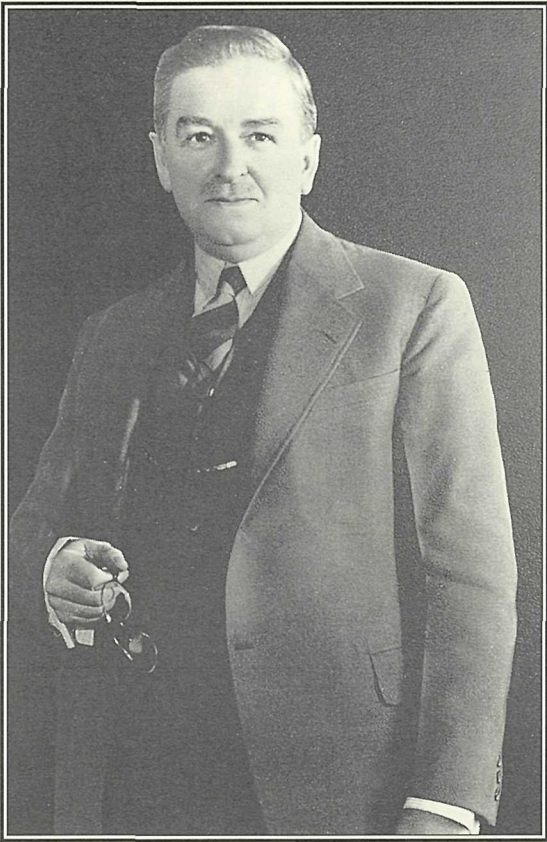
MON PRÉNOM(S) SONT

MON ADRESSE ACTUELLE EST (à inscrire en lettres)

(Signature, Nom, C.P. N. ou R.R. N.)

(Date et lieu de naissance ou de mariage, en lettres)

A LE NOM DE MON ÉPoux, (époux) EST (à inscrire en lettres)



Le très honorable Maurice Duplessis
Archives nationales du Québec, Québec, Coll. Initiale - photo P600, S6, PD3

À Ottawa, la nouvelle est perçue comme un affront. Après une guerre de mots dans les journaux, Duplessis et St-Laurent finissent par se rencontrer en tête à tête à l'hôtel Windsor de Montréal, le 5 octobre **1954**. Rien ne transpire de la rencontre, mais les deux hommes arrivent à un accord qui transformera le cours des relations fédérales-provinciales : le Québec renonce au principe de la priorité provinciale en matière d'impôt direct et Ottawa accepte de céder des privilèges fiscaux.

Cependant, le cabinet St-Laurent n'est pas au bout de ses peines. L'opposition conservatrice fait la vie dure au gouvernement et en particulier au ministre du Commerce, C. D. Howe. On l'accuse d'assumer des pouvoirs dictatoriaux et d'avoir placé l'économie canadienne dans la dépendance du capital américain.

Le débat sur le gazoduc en **1956** provoque de vifs échanges à la Chambre des communes. Et lorsque le gouvernement impose la clôture des débats sur le pipeline, l'Opposition crie au muselage.



Caricature de Kuch parue dans
le *Winnipeg Free Press*, le 5 juin 1956
Parcs Canada

St-Laurent accuse des signes de fatigue et semble assister à ces combats politiques comme un témoin passif.

À ce moment, au Moyen-Orient, la menace d'un troisième conflit mondial semble se dessiner.

La crise de Suez

À la fin de l'année **1956**, le nouveau gouvernement républicain de l'Égypte, sous l'égide de Nasser, nationalise le canal de Suez. Conscients de l'importance stratégique du canal, la France, l'Angleterre et Israël envoient des troupes d'intervention.



Troupes canadiennes sous l'autorité de l'ONU à Suez
Parcs Canada



Le secrétaire d'État Lester B. Pearson devant l'Assemblée des Nations Unies, Archives nationales du Canada, C-18706

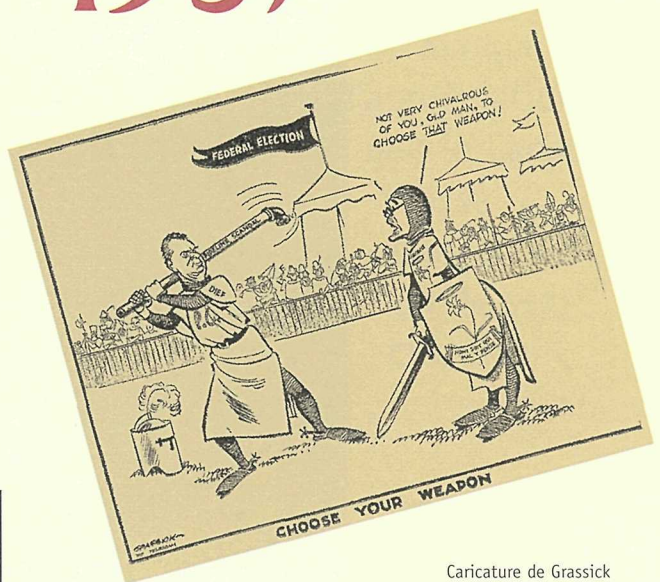
St-Laurent demande à son ministre des Affaires extérieures, L. B. Pearson, de dénouer la crise. Grâce à un travail de coulisses incessant, la négociation réussit. Les belligérants acceptent de trouver une solution pacifique à la crise et s'entendent pour qu'une force de paix de l'ONU, à laquelle participe le Canada, assure et dirige la cessation des combats. Mais à l'issue des

rencontres, St-Laurent, harcelé par l'Opposition, laisse échapper cette phrase malheureuse :

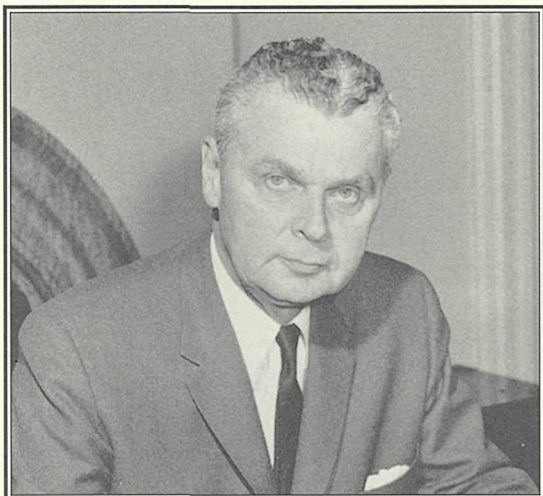
«(...) l'ère où les surhommes d'Europe pouvaient gouverner le monde entier est bien proche de sa fin.»

1957

John Diefenbaker, maintenant à la tête de l'opposition conservatrice, ne manque pas de relever cette phrase qui s'ajoute aux nombreux griefs contre le gouvernement libéral.



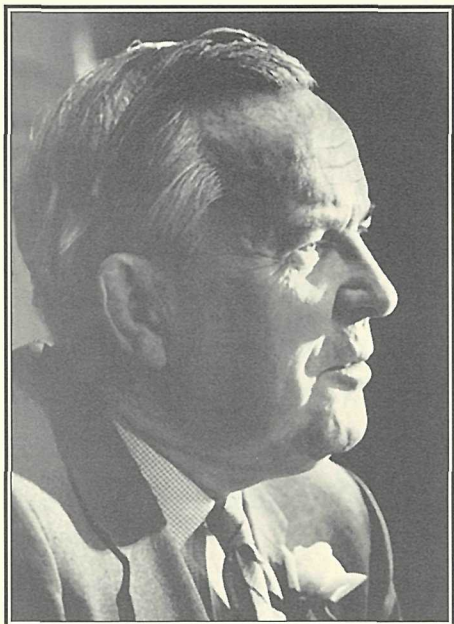
Caricature de Grassick parue dans le *Toronto Telegram*, le 27 avril 1957
Parcs Canada



John George Diefenbaker
Duncan Cameron / Archives nationales du Canada, PA-57930

En 1957, Diefenbaker fait élire un gouvernement conservateur minoritaire.

LE DÉMOBILISÉ



Lester Bowles Pearson
Duncan Cameron / Archives nationales du Canada, PA-57932

En 1958, à la suite de sa défaite, St-Laurent se retire de la vie politique. Il retourne à l'exercice de sa profession et reprend la tête de son étude.

Lester B. Pearson lui succède à la direction du parti libéral.

1958



St-Laurent et sa femme Jeanne,
vers 1965
Tom Munk / Parcs Canada

En décembre **1966**, à Montréal, il assiste avec émotion au lancement d'un nouveau brise-glace canadien qui porte son nom.



Le NGCC Louis-S. St-Laurent dans le détroit de Nares
Mark Cusak / Transports Canada

En **1967**, St-Laurent devient Compagnon de l'Ordre du Canada. Cette distinction honorifique, remise par le gouverneur général,

le très honorable Roland

Michener, est la plus

grande marque

d'appréciation

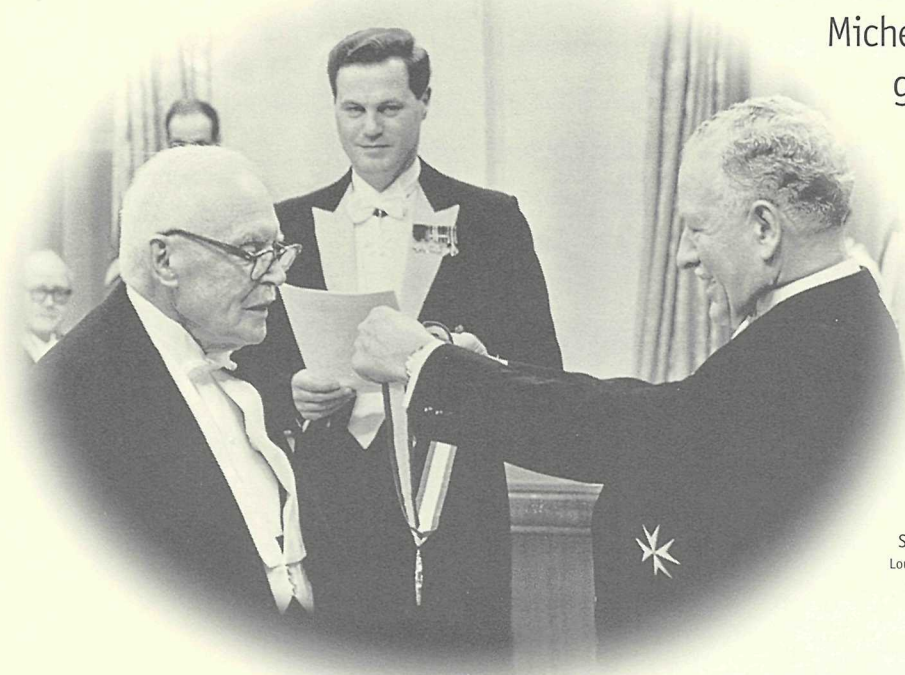
que le Canada

puisse

donner à

un de ses

citoyens.



St-Laurent décoré de l'Ordre du Canada en 1967
Louis Pelletier / Le Soleil

1882
1973

Louis-Stephen St-Laurent s'éteint le 25 juillet **1973**, à l'âge de 91 ans. Après des funérailles d'État à Québec, le corps est transporté à Compton pour y être inhumé.

La même année, la Commission des lieux
et monuments historiques du Canada
choisit de commémorer la vie et l'œuvre de

Louis St-Laurent

dans sa maison natale de Compton.

Le lieu historique national recrée le milieu
dans lequel St-Laurent est né et a vécu
une partie de sa jeunesse :
la maison natale et le magasin général.

*Il présente aussi une **exposition** sur
la carrière juridique et politique
de l'ancien premier ministre du Canada.
Cette exposition permet aux visiteurs de saisir
comment St-Laurent et ses collaborateurs
ont joué un rôle de premier plan
dans une des périodes les plus troublées de l'histoire
et comment ils ont fortement influencé
le développement du Canada de l'après-guerre.*

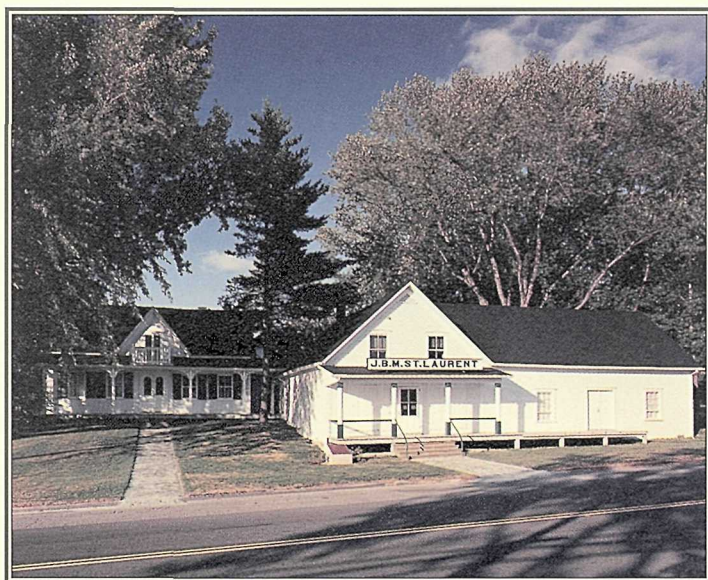


Photo : Jean Audet, Parcs Canada

Lieu historique national Louis-S.-St-Laurent

6, rue Principale Sud, case postale 176, Compton (Québec) J0B 1L0

Téléphone : (819) 835-5448 Télécopieur : (819) 835-9101

CRÉDITS

Cette brochure a été publiée dans le cadre du programme d'accès universel et grâce à la collaboration des personnes et organismes suivants :

PARCS CANADA

Jacqueline Bélanger, *chargée de projet*

Herman Vachon, *réalisateur*

Julie Voyer, *conceptrice graphique*

France Provencher, *régisseuse*

Jocelyn Ann Choquette, *adjointe, Service à la clientèle*

Céline Laberge, *adjointe, Service à la clientèle*

Services photographiques

Marie Dufour, *révision des textes français*

Archives du Musée du Royal 22^e Régiment

Archives nationales du Canada

Archives nationales du Québec, Québec

Bibliothèque nationale du Québec

Le Soleil

Transports Canada

Ville de Montréal

Louis St. Laurent

This publication is available in English.

Publié avec l'autorisation
du ministre du Patrimoine canadien
© Ministère des Services gouvernementaux

N° de cat. R63-203/1995 F
ISBN 0-660-94919-9

Canada

